

Alliance **société sans tabac**



« Tabac : quand l'industrie influence la politique au détriment de la santé »

En 2018, le cancer du poumon à lui seul a coûté près de 700 millions d'euros à notre sécurité sociale. Si nos décideurs veulent réaliser de véritables économies, la lutte contre l'usage du tabac constitue une stratégie particulièrement efficace, à tous les niveaux. Mais nos décideurs doivent rester vigilants face à la désinformation et, conformément à nos engagements internationaux, continuer d'exclure complètement l'industrie du Tabac du processus décisionnel politique. Le fait que des voix s'élèvent actuellement pour une baisse des accises sur le tabac, est alarmant. Pour préserver la santé publique -et de celle des jeunes au particulier- au contraire, il faudrait les augmenter afin de rendre ces produits moins accessibles.

Faut-il rappeler ces chiffres alarmants ? Chaque année, en Belgique, 9 000 personnes meurent des conséquences du tabagisme. L'usage du tabac est la principale cause de décès évitable. Il est responsable de 30 % des décès par cancer et à l'origine de 90 % des cancers du poumon et est la cause de très nombreuses maladies de longue durée.

Depuis des décennies, des mesures sont prises pour limiter les dommages causés par l'industrie du tabac. Des mesures qui découragent les gens de commencer à fumer et encouragent les fumeurs à arrêter. Et cette approche a fait ses preuves ! L'Enquête de santé la plus récente de Sciensano montre que la proportion de fumeurs est passée de 27,8 % en 2004 à 17,6 % en 2023-2024.

Il reste pourtant crucial de maintenir et de renforcer les efforts des dernières années. En effet, **la stratégie de l'industrie du tabac a toujours été de s'immiscer dans le processus décisionnel politique afin de retarder et d'affaiblir les politiques de santé.** Elle joue habilement sur des arguments sensibles pour les responsables politiques, tels que la prétendue inefficacité des mesures, le commerce illégal, les achats transfrontaliers, ou encore l'argument de la liberté individuelle — un comble pour une industrie dont l'objectif premier est d'induire une dépendance si forte qu'on peine à s'en libérer. Mais que valent vraiment ces arguments ?

En ce qui concerne la **soi-disant inefficacité des mesures**, les chiffres parlent d'eux-mêmes : dans les pays européens où le tabagisme est beaucoup plus strictement réglementé, l'usage du tabac diminue, tandis que l'usage des nouveaux produits nicotiques, comme la cigarette électronique, augmente. Un exemple frappant est celui des sachets de nicotine. La Belgique a immédiatement perçu les dangers de ce produit et en a interdit la vente en 2023. Résultat : leur usage reste très limité dans notre pays, avec « seulement » 0,7 % des jeunes qui les utilisent régulièrement, selon la plus récente enquête scolaire de la VAD. Dans les pays qui ont été moins prudents, la situation dérape : en Suède par exemple, près d'un enfant sur trois consomme désormais des produits nicotiques oraux, soit deux fois plus qu'il y a cinq ans.

Concernant le commerce illégal, l'industrie déforme les faits en exagérant le problème et en affirmant qu'il augmente avec les hausses d'accises. En réalité, il n'existe qu'une corrélation limitée entre le prix des produits du tabac et l'approvisionnement illégal certains pays affichent des prix très bas pour le tabac tout en ayant beaucoup de commerce illégal, tandis que d'autres pays avec des prix élevés présentent peu de commerce illégal. Le commerce illégal est, en fait, davantage lié à un manque de politique volontariste, qu'à des prix élevés. Il ne peut servir d'excuse pour ne pas mettre en place des mesures dont l'efficacité pour réduire la prévalence de tabagisme est largement démontrée.

Le commerce transfrontalier est lui aussi volontairement exagéré par l'industrie du tabac, alors que le phénomène reste en réalité largement limité aux régions frontalières. De plus, son impact ne pèse pas face à l'effet avéré de prix du tabac plus élevés, qui découragent surtout les jeunes de commencer à fumer. Et il est certain que ces jeunes ne traversent pas massivement la frontière pour acheter des cigarettes.

Bien que nous sachions que les hausses d'accises constituent la mesure la plus efficace pour réduire le tabagisme, diminuer les inégalités de santé et protéger les jeunes, certaines voix s'élèvent aujourd'hui en faveur d'une baisse des accises. C'est inacceptable ! L'Alliance pour une Société sans Tabac s'inquiète de l'influence que l'industrie du tabac exerce sur la politique. L'industrie du tabac n'est pas un secteur « comme les autres » : elle tue chaque jour nos concitoyens, et pour cette raison, le droit international l'exclut de toute influence sur les politiques de santé.

Rappelons que la Belgique a signé en 2005 la Convention-cadre pour la lutte antitabac (CCLAT) de l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Il s'agit d'un traité juridiquement contraignant qui oblige les gouvernements à protéger leurs politiques contre les intérêts de l'industrie du tabac.

Depuis toujours, l'industrie du tabac fait des bénéfices sur la maladie et la mort. Elle doit donc impérativement être tenue à l'écart de toute décision politique et n'avoir aucune voix au chapitre.

Alliance pour une Société sans Tabac, Danielle van Kalmthout

Fondation contre le Cancer, Suzanne Gabriëls

Kom op tegen Kanker, Veerle Maes

Ligue Cardiologique Belge, Rik Vanhoof

Fonds des affections respiratoires (FARES), Elise Willame

Observatoire de la Santé du Hainaut, Sophie Pierard

Service d'Étude et de Prévention du Tabagisme (SEPT), Céline Corman

Diabetes Liga, Aurélie Lampaert

Vlaams Instituut Gezond Leven, Stefaan Hendrickx

Vlaamse Vereniging voor Respiratoire Gezondheidszorg en Tuberculosebestrijding (VRGT), Meike Pappen